



L'interdiction de rassemblement complique de fait toute manifestation ou action dans l'espace public.

« La Belgique a la capacité de tourner la page »

Le Belge se prend en pleine face une double crise existentielle, sanitaire et politique. Sous ses pieds gît en prime une bombe sociale à retardement, placée par le coronavirus. Comment la désamorcer ?

Le Belge confiné n'a ni le cœur ni la tête à la contestation. Partie remise. Tout indique que le coronavirus lui laissera de la matière à renâcler, tempêter, descendre dans la rue. Le politologue Jean Faniel (Crisp) et le sociologue David Paternotte (ULB), qui codirigent avec la politologue Corinne Gobin (ULB) un ouvrage collectif sur les multiples visages de la mobilisation « à la belge » (1), s'essaient à refaire le monde tel qu'il pourrait surgir une fois le virus vaincu. Quand la touche pause sera désactivée et que viendra le temps d'atterrir en Belgique, en zone de turbulences sociales.

La crise prolongée du coronavirus pourrait-elle déclencher une contestation imprévisible et incontrôlée contre l'ordre établi ?

Jean Faniel : A ce stade, je n'en vois pas très bien le fonde-

ment. Tout le monde prend conscience de la menace sanitaire qui, potentiellement, n'épargne personne. Un mouvement contestataire pourrait éventuellement advenir dans le chef d'un personnel des soins de santé qui se retrouverait complètement dépassé, se sentirait abandonné. D'autant que la gestion passée et actuelle des stocks de masques n'a peut-être pas encore livré tous ses secrets et le gouvernement commence à être mis sur la sellette à ce propos. Il y a donc là un foyer possible de mécontentement. Mais il est peu probable qu'il débouche rapidement sur une contestation forte. Parce que les mesures prises par le gouvernement pour permettre au personnel soignant de continuer à travailler dans des conditions correctes visent précisément aussi à éviter ce risque. Et parce qu'il ne faut pas négliger le poids des responsabilités qui pèse de façon extrêmement forte sur tout le monde, et notamment sur un personnel soignant très conscient de sa mission.

L'heure n'est pas à enfiler un gilet jaune dans le monde du travail...

J. F. : On voit bien des signes de mécontentement dans certaines professions contraintes de continuer à travailler avec des protections jugées insuffisantes ou qui perdent des sources de revenus importantes si elles ne travaillent pas, mais aucune mobilisation ne se dessine pour l'instant, sauf peut-être dans les prisons.

David Paternotte : Nous vivons une situation qui fait penser à l'union sacrée en temps de guerre, où tout est exceptionnellement suspendu au nom des intérêts supérieurs de la nation. En attestent tant le vote des pouvoirs spéciaux que le soutien très large du monde politique à un gouvernement fédéral minoritaire. Cette situation restreint significativement les libertés individuelles et interdit tout rassemblement, ce qui complique toute manifestation ou action dans l'espace public. Cela dit, le large consensus qui a marqué les débuts de la pandémie commence peut-être à s'effriter un peu. On voit apparaître des critiques contre les coupes antérieures dans le système de soins de santé, opérées notamment par Sophie Wilmès (MR) ou Maggie De Block (Open VLD) et dont on voit les effets aujourd'hui.

J. F. : Mais, pour l'instant, qui se risquerait à tenter de fédérer des mécontents ? A la limite, les gens auraient peur de se rendre à une manifestation. Souvenons-nous qu'en 2015, le mouvement de contestation syndicale s'est notamment trouvé affecté par les suites des attentats terroristes.

La population réinvente une manière de se faire entendre ?

D. P. : Les citoyens sont en train d'inventer de nouvelles formes pour exprimer leur mécontentement. La Toile confirme son rôle d'espace de protestation, comme on le voit avec les messages qui circulent sur les réseaux sociaux. Ce sont parfois des événements entiers qui passent en ligne. Ainsi, la manifestation nationale contre le racisme du 21 mars est devenue une manifestation digitale. Comme le montrent les applaudissements aux professionnels de la santé ou les banderoles de soutien, les gens manifestent aussi depuis leur fenêtre ou leur balcon. En certains endroits, ces actions ont un caractère plus protestataire contre le pouvoir. Au Brésil et en Espagne, on fait du bruit de chez soi avec des instruments de cuisine, les fameuses « casserolades ». Cela pourrait aussi arriver chez nous, surtout avec la durée attendue du confinement.

Une course contre la montre est-elle déjà engagée pour désamorcer la future bombe sociale ?

J. F. : Avec cette épidémie de coronavirus, on voit des verrous qui sautent assez vite. La

suspension inédite de la rigueur budgétaire par la Commission européenne en témoigne. On assiste à une accélération du temps politique sous la pression des événements.

D. P. : Et cette accélération du temps politique rend une contestation sociale plus difficile car elle laisse aux gens peu de temps pour réfléchir à une éventuelle manière de s'opposer.

Le gouvernement belge a d'emblée activé les mécanismes de concertation habituels, en particulier avec le secteur Horeca touché de plein fouet. En Belgique, la porosité de l'Etat a pour effet de mettre très rapidement les acteurs concernés autour de la table pour désamorcer des situations sous tension.

L'après-coup s'annonce terrible...

J. F. : Ce sera le second tour de l'épidémie, lorsque surgira la question du contrecoup et du « contrecoup ». Qui va payer la note ? Repartira-t-on pour un tour d'austérité ou laissera-t-on un peu filer le déficit budgétaire afin de lisser les répercussions ? Décidera-t-on par exemple d'imposer les grosses fortunes (NDLR : le PTB veut leur imposer une taxe corona) sous prétexte qu'elles n'auront pas beaucoup souffert de la crise (ce qui restera encore à vérifier) ? On finira bien par devoir en parler. Dans six mois, plus probablement dans deux ou trois ans.

On peine à imaginer une normalisation pure et simple après un tel choc...

J. F. : Il faut se souvenir de la séquence de la crise financière survenue à la fin de l'été 2008. Jusqu'en 2010-2011, on ne sait pas trop ce qui va se passer, on hésite, on entend notamment des déclarations rétrospectivement ahurissantes du président français Nicolas Sarkozy qui paraît carrément virer keynésien. Et puis en 2012, tout repart, *business as usual*. Le néolibéralisme sort renforcé, l'austérité pure et dure est relancée. On observe que les catastrophes naturelles peuvent être le prélude à un renforcement des mesures d'austérité et que le néolibéralisme peut imposer des tours de vis dans des situations de crise.

D. P. : Il se pourrait d'ailleurs que les mesures aujourd'hui prises, en utilisant la crise de santé publique, servent de déclencheur à une crise économique qui était prédite par pas mal d'économistes.

Le coronavirus aura bon dos ?

J. F. : Il peut servir de facteur accélérateur, voire de prétexte à gérer une crise économique qui était de toute façon annoncée. Comme la crise est imputée au coronavirus, donc à un élément que personne ne maîtrise et dont personne n'est responsable, les suites à lui donner pourraient être : on recommence ce qu'on pratique depuis trente ou quarante ans, on réduit cette crise à un accident qui arrive de temps en temps. →



Jean Faniel.

DEBBY THERMONIA



David Paternotte.

DR

« LE LARGE
CONSENSUS
DU DÉBUT DE
LA PANDÉMIE
COMMENCE
PEUT-ÊTRE À
S'EFFRITER. »

→ Al'instar de ce qui s'est produit en 2008 avec la crise financière. Il est tout à fait imaginable que des entreprises s'emparent du coronavirus pour justifier des plans de restructuration qui étaient déjà programmés avant la crise sanitaire.

Mais osera-t-on encore toucher aux professions de la santé ou rester sourd à leurs revendications ?

J. F. : Tout dépendra de la tournure des événements. Si le système de soins de santé résiste plutôt bien, soit on en conclura qu'il n'a finalement pas besoin d'être refinancé, soit au contraire on estimera qu'il faut le refinancer après s'être retrouvé au bord du gouffre. Mais si le système tourne à la catastrophe, on pourrait estimer qu'il coûte cher sans être efficace et donc qu'il faut le privatiser davantage. L'importance des services publics et, plus largement, collectifs, qui apparaît aujourd'hui avec tant de force, sera-t-elle toujours dans les esprits quand il faudra compenser les conséquences économiques et budgétaires de la crise ? Il y a en Belgique une capacité à tourner la page, à revenir au *business as usual*.

Plus rien ne sera jamais comme avant dans le monde du travail...

D. P. : Nous vivons une expérience sociale d'ampleur exceptionnelle dans un contexte d'urgence. C'est le cas dans l'enseignement supérieur. Si le test des cours à distance devait se révéler concluant, il pourrait remettre en question la nécessité d'une présence physique aux cours et donc l'organisation du travail, ce qui pourrait conduire à des restructurations ou des rationalisations. Dans de nombreux pays, des interrogations et des réflexions commencent à circuler sur le sujet,

« LE TÉLÉTRAVAIL REFLÈTE UNE INÉGALITÉ DES TRAVAILLEURS, QUE L'ÉPIDÉMIE RENFORCE. »

comme aux Etats-Unis où l'enseignement supérieur est déjà largement privé et néolibéralisé.

J. F. : Si ce test grandeur nature du télétravail est prolongé après l'épidémie, il pourrait être synonyme de fragmentation des collectifs de travail. Les gens se rencontreront moins physiquement et la « distance sociale » qui aura été imposée par la crise pourrait avoir un impact sur la solidarité et l'organisation des luttes collectives. Cepen-

dant, à côté du télétravail, il y a aussi toutes les activités indispensables qui doivent encore se faire au contact des autres, avec les risques de contamination que cela implique.

D. P. : Et là, on voit clairement que le télétravail reflète une inégalité des travailleurs, que l'épidémie renforce. Ce sont surtout des femmes, notamment étrangères, généralement mal payées et rémunérées à l'heure prestée, qui doivent réaliser ces tâches, qui plus est sans guère de matériel de protection.

Une épidémie fera-t-elle vraiment changer le logiciel de la société ?

D. P. : On en revient à la question des mobilisations. Qui fera entendre la voix des secteurs à vocation collective à ce moment-là, quels seront les intérêts en présence en face et sur quoi les rapports de force déboucheront-ils ?

J. F. : Ce sont bien des hommes et des femmes qui feront l'avenir. Ou qui laisseront d'autres décider à leur place... ▮

ENTRETIEN : PIERRE HAVAUX

(1) *Se mobiliser en Belgique. Raisons, cadres et formes de la contestation sociale contemporaine*, sous la direction de Jean Faniel, Corinne Gobin et David Paternotte, éd. Academia-L'Harmattan, 269 p.

Le télétravail pourrait remettre en cause la présence physique au bureau et dans l'enseignement supérieur.